

« Je travaille au Luxembourg », effets frontières et transformations du travail et de l'emploi dans la Grande Région.

Jean-Luc Deshayes, MC Sociologie, Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales (2L2S), porteur de l'axe « Frontières, Territoires, Echanges » de la MSH Lorraine, Université de Lorraine

jean-luc.deshayes@univ-lorraine.fr

A la question, « *Qu'est-ce que vous fais faites ?* » ou « *Qu'est-ce que vous devenez?* », les habitants des zones frontalières du Luxembourg répondent souvent, « *Je travaille au Luxembourg* » comme si le lieu de travail devenait plus important que la profession ou le contenu du travail. La réponse est paradoxale dans une région industrielle où longtemps chacun a reconnu la qualification de l'autre dans ce que Michel Pinçon¹ reprenant Elias a nommé une société d'admiration mutuelle. Les débats de l'atelier ont confirmé cette perspective dominante. Ils ont oscillé entre le constat du caractère structurant du travail frontalier dans la Grande Région, les risques d'un échange asymétrique et inégal pour le développement des zones frontalières et les menaces que la crise fait peser sur les travailleurs frontaliers. Les débats rejoignent ainsi l'une des caractéristiques de la littérature sur le travail frontalier dans la Grande Région. La réflexion sur la frontière ou sur les effets-frontières prend souvent le pas sur l'analyse des transformations de l'emploi ou du travail.

La synthèse proposée donne quelques éléments récents de réponses aux interrogations nées dans les échanges de l'atelier. Elle est aussi l'occasion d'analyser la littérature sur le travail frontalier et ses bases théoriques.

1 Le travail frontalier est en progression constante depuis le milieu des années 1980. La crise ne l'a pas empêché de progresser.

En 1985, il avait 17 000 travailleurs frontaliers au Grand-duché de Luxembourg. En 2012, ils sont 156 000. Le rythme de progression est en moyenne de 5 200 travailleurs supplémentaires par an. Entre 2002 et 2012, la croissance ne s'est pas ralentie puisque le nombre de frontaliers a augmenté de 53 000. Même la crise récente a fortement ralenti le rythme de croissance au Grand-Duché de Luxembourg, elle n'a pas empêché la croissance du nombre de frontaliers.

La part de l'emploi frontalier est très importante au Luxembourg, 156 000 sur les 355 000 emplois en 2012, soit 47% de l'emploi total. Sur la période récente, 95% des nouveaux emplois créés y sont occupés par des étrangers (pas seulement frontaliers).

Parmi les frontaliers, les français sont les plus nombreux, 77 000 sur 156 000, 22 000 sur les 5 300 nouveaux entre 2002 et 2012. Les allemands et les belges constituent les deux autres groupes importants. Plus de 60% des frontaliers lorrains proviennent des secteurs de Longwy-Briey-Villerupt

¹ Pinçon Michel, *Désarrois ouvriers, Familles de métallurgistes dans les mutations industrielles et sociales*, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1987.

(30%), Thionville-Cattenom (25%) et Metz-métropole (8%) Les taux de travailleurs frontaliers sont très élevés dans les cantons frontaliers, parfois supérieurs à 40% (Cattenom, Fontoy, Villerupt).

2 Les conséquences du travail frontalier sur les pays limitrophes peuvent apparaître paradoxales

L'évolution du travail frontalier a des impacts en termes de mobilité, d'environnement, d'habitat... L'agence d'urbanisme Lorraine-Nord a travaillé sur l'évolution démographique, la richesse estimée, les conséquences en termes de créations d'emploi et de fiscalité locale du travail frontalier.

Ainsi, après 40 années de déclin démographique, la Lorraine Nord voit sa population progresser (+4%, soit +7 000 hab.) depuis 1999. Ces territoires progressent nettement plus rapidement que le reste de la région lorraine (+1,7%, soit +40 000 hab depuis 1999). Le solde migratoire est le facteur clé du redressement démographique en Lorraine Nord puisqu'il explique 60% de l'augmentation : +4 200 habitants.

Avant 2008, la richesse estimée dans les zones frontalières était sous-estimée en France. L'extrême nord 54 et 57 apparaissait comme le plus « pauvre » : selon l'INSEE, 10 à 20% de sa population ne disposait d'aucun revenu pour l'année 2006. En 2008, après redressement, on connaissait 65% des revenus frontaliers. En 2012, on en connaît 75% Les cantons nord-lorrains (Cattenom) ont alors des niveaux de revenus comparables à Fontainebleau, Aix-les-Bains.

Le travail frontalier provoque un assèchement de l'emploi local sur la bande frontalière. La densité d'emploi le long de la frontière franco-luxembourgeoise est faible. L'emploi endogène ne parvient pas à se développer. Le SCoT Nord 54 et le SCoT de l'Agglomération de Thionville sont les territoires frontaliers du Grand-Duché qui présentent les ratios population/emploi les plus désavantageux (3,8 et 3,5). L'appauvrissement indirect des collectivités locales due aux frontaliers a été estimée à une perte de 1500 € pour une commune par frontalier.

3 Un état des lieux critique de la littérature sur le travail frontalier

Les lectures du travail frontalier peuvent être regroupées selon la définition de la frontière qu'elles mobilisent : espace-frontière, frontière sociale ou pseudo-concept.

Un premier ensemble de recherches présente les zones frontalières comme un laboratoire. Le champ politique domine même si il n'est pas exclusif. Les analyses du travail frontalier montrent alors comment il participe à la construction de ces nouveaux territoires qui font de la périphérie un centre².

² Crenn G., Deshayes J.-L., avec la collaboration de Kmec S., dirs, 2010, *La construction des territoires en Europe*.

Dans cette première approche, l'intégration communautaire, la mondialisation, la régionalisation et l'importance du local contribuent à multiplier les niveaux décisionnels et à transformer le rôle de l'Etat national. L'enchevêtrement des échelles définit de nouvelles configurations spatiales, de nouveaux processus décisionnels et de nouveaux développements socio-économiques. La frontière devient ainsi un objet de centration³ (Fourny 2004) et constitue une nouvelle forme d'espace public fonctionnel, pratique et symbolique. Une « gouvernance » spécifique réunit dans les territoires transfrontaliers des acteurs publics et des acteurs privés avec de nouveaux modes opératoires. L'ensemble peut initier simultanément différentes situations de coupure, de pont et de couture entre unité étatique, échanges filtrés d'opportunités, actions communes pour une captation de la rente, émergence d'un espace continu traversé en pointillé et construction d'un territoire transfrontalier. Cette réflexion conduit à une double interrogation sur un dépassement ou un maintien de l'opposition entre ligne et zone frontière et sur une plus ou moins grande perméabilité des frontières.

Elle est présente dans les analyses du travail frontalier. Sa forte croissance est, dans de nombreuses études, un facteur décisif et un objet privilégié d'observation de cette nouvelle centralité. Ainsi, pour Rachid Belkacem, Monique Borsenberger, et Isabelle Piroth (2010)⁴, le travail frontalier interroge la frontière d'un point de vue socio-économique, politique et institutionnel et aussi géographique. Il participe par son importance à l'intégration à un grand espace géographique (la Grande Région) de différents territoires séparés par des frontières politiques et institutionnelles avec des processus organisés et encadrés par des règles, des normes, des conventions spécifiques et des pratiques. Philippe Hamman (Hamman, 2006)⁵ les rejoint dans son travail sur les représentants associatifs de la main d'œuvre frontalière qui, selon lui, permet de mieux comprendre les processus d'européanisation dans leurs rapports à géométrie variable des niveaux d'administration des territoires. Cette démarche s'éloignerait alors autant des analyses top down qui réduisent les innovations territoriales à un processus descendant complètement contrôlé par les instances européennes que des analyses bottom up qui négligent la diversité des pouvoirs décisionnels. Dans cet espace transfrontalier devenu central, le travail est perçu comme l'addition de migrations à la fois locales, nationales et européennes, structurantes de bassins d'emploi à ce triple titre, en même temps que porteuses de tensions (par exemple pour les (non) solidarités au niveau du « coût » de la formation initiale du frontalier, ou des régimes de chômage.

Luxembourg et Grande Région. Avis de recherches, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

³ Fourny M.-C., 2005, « La frontière, objet d'intermédiation territoriale », *Revue Peuples et Monde*, <http://peuplesmonde.com/spip.php?article292>

⁴ Belkacem R., Borsenberger M., Piroth I., *Quels effets de la frontière sur le travail frontalier des lorrains*, in Deshayes J.-L., Francfort D., *Du barbelé au pointillé : les frontières au regard des sciences humaines et sociales*, PUN, 2010.

⁵ Hamman P. *Travailleurs frontaliers en Europe, Mobilités et mobilisations transnationales*, [Logiques sociales](#), Lharmattan, 2006.

Ces analyses peuvent être confrontées avec des approches géopolitiques de la Grande Région. Christophe Sohn et Olivier Walther (Sohn, Walther 2009, et Sohn, 2010)⁶ relèvent ainsi le contraste entre une forte intégration fonctionnelle illustrée par le travail frontalier et une faible intégration politique que symbolisent les institutions de la Grande Région qui ne disposent pas d'un réel pouvoir de décision. Ils insistent sur le rôle important de l'Etat Luxembourgeois et de la ville de Luxembourg dans cette évolution. « Ayant usé d'un pouvoir souverain et fait preuve d'une certaine adresse pour mobiliser la frontière comme une ressource économique, ils doivent aujourd'hui initier des négociations avec les partenaires frontaliers en vue d'élaborer un nouveau régime fondé non plus sur des relations fonctionnelles asymétriques mais sur une vision partagée et certainement plus équilibrée du développement économique et spatial ». Christian Wille (Wille 2010) s'oppose à des définitions du territoire limitées à un espace physique pertinent, contenant ou simple addition d'interactions. C'est à chaque instant, et le travail frontalier y contribue, que de nouveaux repères et donc de nouvelles frontières font la « Grande Région » (Doing Grande Région). A la suite de Weichhart, il propose de placer au centre de la recherche le processus d'émergence et donc également la particularité et le caractère éphémère des configurations spatiales. Il s'oppose à des définitions du territoire limitées à un espace physique pertinent, contenant ou simple addition d'interactions.

Le point commun de ces recherches est de faire du territoire transfrontalier et de ses migrants un espace central et le terrain principal des enquêtes. Le travail frontalier et la zone transfrontalière sont à la fois territoire et objet. La démarche est constructiviste (Crenn, Deshayes, 2010)⁷. Utile pour dénaturiser ou historiciser les faits sociaux en rappelant leurs genèses et leurs possibles transformations historiques, cette approche permet de montrer que les frontières ne sont pas naturelles, que leur émergence a une histoire, que leur succès éventuel a des conditions de possibilité et de comprendre l'avènement de nouvelles territorialités. Il existe cependant différents constructivismes.

Un second ensemble important de travaux interroge une classe de problèmes qui ne sont pas limités aux seules zones frontières. Dans cette seconde approche des frontières, « le concept était confiné dans une définition étatique un peu étroite : les nouvelles frontières plus labiles et plus mouvantes ne jouent pas le même rôle politique et ne présentent pas les mêmes effets équivalents de structuration mais marquent à la fois les représentations sociales et les pratiques qui leur donnent

⁶ Sohn C., La construction d'une métropole transfrontalière au Luxembourg, in Crenn G., Deshayes J.-L., avec la collaboration de Kmec S., dirs, 2010, *La construction des territoires en Europe. Luxembourg et Grande Région. Avis de recherches*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

Sohn C., Walther O., 2009, « Métropolisation et intégration transfrontalière : le paradoxe luxembourgeois », *Espaces et Sociétés*, 138, pp. 51-67.

⁷ Crenn G., Deshayes J.-L., avec la collaboration de Kmec S., dirs, 2010, *La construction des territoires en Europe. Luxembourg et Grande Région. Avis de recherches*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

forme et sens » (Groupe frontière, 2004)⁸. L'enjeu est celui de leur catégorisation. L'analyse du travail frontalier peut y aider. Mais des références communes aux structures sociales ou aux rapports sociaux masquent une grande hétérogénéité de ces analyses.

Les « nouvelles frontières » sont liées à une participation inégale de ses membres à la société. Comme les anciennes, elles mettent de la distance dans la proximité, elles proposent un système de contrôle de flux, elles sont un lieu privilégié d'affirmation et de reconnaissance des pouvoirs politiques et elles établissent une distinction symbolique. Elles peuvent conduire à des territoires ségrégués, du repli, de la disqualification sociale. Elles structurent des formes et des systèmes spatiaux originaux, produisent des différentiels qui créent des flux spécifiques, définissent des espaces à risque et favorisent des lieux d'hybridation. (Groupe frontière 2004) Plus encore, leur définition s'éloigne d'une approche uniquement territoriale. Les interactions se traduisent par une activité de reconstruction « contingente, continuée et sous certaines conditions, cumulatives de frontières ». (Jeanpierre, 2010)⁹. Le social ne se limite pas au spatial.

Beaucoup de recherches sur le travail frontalier, notamment sur le profil des travailleurs migrants, s'inspirent de cette définition. Le travail frontalier y est étudié non seulement comme un objet pertinent, mais comme une catégorie qu'une analyse des interactions permet de comprendre.

Dans la société de départ, les chances d'accès au travail frontalier ou à tel ou tel segment du système économique du pays d'arrivée sont inégales. La distinction travailleur frontalier-travailleur non frontalier a donc un sens. Cette opposition est renforcée par les conséquences du travail frontalier sur les non frontaliers résidents des pays d'origine, par exemple le prix élevé des terrains ou des loyers.

Dans la société d'arrivée, les études privilégient des approches en termes de discrimination. Franz Clément (Clément 2011)¹⁰ a montré la faible implication des travailleurs frontaliers dans les élections à la chambre des salariés luxembourgeois qui est un organe important de consultation sur toutes les lois concernant le travail ou l'emploi. Fernand Fehlen (Fehlen, Piroth, 2010)¹¹ analyse la barrière linguistique dans l'accès aux différents segments du marché du travail luxembourgeois et les conséquences de cet accès inégal des nationaux, des étrangers résidents et des frontaliers avec leurs

⁸ Arbaret-Schulz C., Beyer A., Piermay J.-L., Reitel B., Selimanovski C., Sohn C. et Zander P. (Groupe Frontière), 2004, « La frontière, un objet spatial en mutation », EspacesTemps.net, document 842,

⁹ Jeanpierre Laurent, 2010, *Frontière, Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*, sous la direction de Olivier Christin, ed Métailié, Seil, octobre 2010

¹⁰ Clément F., « *Les relations professionnelles au Luxembourg* », communication au festival Des frontières et des hommes, Thionville, 2011

¹¹ Fehlen F., Piroth I., *Mondialisation du travail et pluralité du marché des langues au Luxembourg*, communication aux JIST, Nancy 2010.

différentes nationalités. D'autres enquêtes interrogent les représentations que les travailleurs frontaliers ont d'eux-mêmes dans le pays d'accueil et la perception des membres de la société d'accueil par rapport aux frontaliers au prisme de leurs stratégies linguistiques (Franziskus 2011)¹².

Enfin, des études récentes comme celle de l'OIE (OIE 2010)¹³ s'interrogent sur les appariements entre offres d'emploi et demandes d'emploi sur un marché du travail supposé transfrontalier et en réalité segmenté. Philippe Hamman (Hamman, 2006)¹⁴ étudie l'expression propre des associations de travailleurs frontaliers et les raisons de leur développement à côté des syndicats. Christian Wille (Wille 2010)¹⁵ préfère une approche en termes de doing culture comme il avait évoqué une doing grande région pour montrer la nouveauté de ce mixage et de ses conséquences.

L'ensemble de ces recherches ont en commun de proposer une lecture du travail frontalier inscrite dans des rapports sociaux. Les analyses proposées font un lien entre champ politique et champ social. Mais elles mobilisent des théories sociologiques ou économiques très diverses.

La discussion initiée par un troisième regard sur les frontières ne concerne pas seulement le nomadisme du concept mais sa pertinence conceptuelle. Nos recherches sur l'emploi frontalier proposent un bon exemple de ces questionnements. La priorité accordée aux effets-frontières risque alors de brouiller les repères.

Lucien Febvre (Febvre, 1962)¹⁶, dans un article écrit en 1928 sur le mot et la notion de frontière, discutait l'intérêt de la frontière comme outil analytique. « Ce n'est pas en partant d'elle-même, c'est en partant de l'Etat qu'il convient d'étudier et d'analyser la frontière ». Pour lui, le mot n'a en effet acquis sa signification contemporaine qu'avec la construction des Etats-nations et la délimitation des territoires par les autorités politiques.

¹² Franziskus A., Les stratégies linguistiques dans un environnement multilingue, communication au Festival « Des frontières et des hommes », Thionville, 2011

¹³ OIE (Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi), Cahier thématique, frontaliers et marché de l'emploi frontalier dans la Grande Région, 2010

¹⁴ Hamman P. *Travailleurs frontaliers en Europe, Mobilités et mobilisations transnationales*, [Logiques sociales](#), Lharmattan, 2006.

¹⁵ Wille C., 2010, « Doing Grande région, l'espace entre transgression et construction à l'exemple de frontalier, in Crenn G., Deshayes J.-L., avec la collaboration de Kmec S., dirs, 2010, *La construction des territoires en Europe. Luxembourg et Grande Région. Avis de recherches*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

¹⁶ Febvre L, « Frontière, le mot et la notion », in « Pour une histoire à part entière », Paris, SEVPEN, 1962.

Dans les prolongements actuels de cette réflexion, Laurent Jeanpierre¹⁷ note que « l'enjeu est de comprendre comment les discontinuités naturelles ou culturelles, géographiques ou sociales, locales et contingentes, sont sélectionnées puis construites peu à peu en différences ». Ainsi, pour Courlet (Courlet 1988)¹⁸, la frontière a un nouveau rôle à l'heure de la globalisation qui est à la fois un pulvérisateur de territoires anciens et un prescripteur de territoires nouveaux. La globalisation affaiblit la politique nationale et la politique de l'Etat. Elle contourne les frontières, crée de nouveaux espaces comme les espaces transfrontaliers qui peuvent élargir les marchés, produire des différentiels de proximité, définir des espaces de gestion fonctionnels. Mais il y a de fortes chances pour que le global s'appuie sur le local pour mieux le détruire ou l'ignorer.

Une analyse de l'emploi frontalier permet de prolonger cette réflexion. Beaucoup d'études sur le travail frontalier, nous l'avons vu, privilégient l'analyse des effets-frontière. Elles confirment la forte progression du travail frontalier, révèlent la persistance d'un espace segmenté et montrent une utilisation stratégique de la frontière par les employeurs. La frontière est à la fois couture et coupure. Mais ce qui est expliqué par l'ambivalence de la frontière peut l'être aussi par les transformations de l'emploi. L'emploi aux frontières est un excellent révélateur des « nouvelles frontières » de l'emploi, c'est-à-dire des réformes menées dans les Etats européens au nom de l'emploi à partir des années 1980. Ce n'est plus l'emploi, institution support de droits salariaux, mais l'employabilité qui est privilégiée. A l'employé inscrit dans un espace interprofessionnel du salaire construit à partir de l'emploi succède un employable en permanence invité à réduire sa supposée distance à l'emploi¹⁹. Le poids des employeurs reste décisif, mais il s'est déplacé, de l'entreprise vers le marché du travail. (Deshayes, 2011)²⁰

¹⁷ Jeanpierre L., 2010, *Frontière*, Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines sous la direction de Olivier Christin, ed Métailié, Seil, octobre 2010

¹⁸ Courlet, C. «La frontière, couture ou coupure ?», *Économie et Humanisme*, no. 301, 1988.

¹⁹ Friot B., *L'enjeu du salaire*, Ed La Dispute, 2012

²⁰ Deshayes J.-L.,

2010a, *La conversion territoriale Longwy (1978-2010). Le salariat entre paternalisme et mondialisation*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

— 2010b, « D'un territoire conquis à un local octroyé : la constitution d'un employeur territorial à Longwy », Les notes de l'IES, 9, http://www.ies-salariat.org/IMG/pdf/Notes_IES_9.pdf.

- 2011 « L'emploi aux frontières, révélateur des nouvelles frontières de l'emploi », Les notes de l'IES n° 22 http://www.ies-salariat.org/IMG/pdf/Notes_IES_22.pdf.

Conclusions

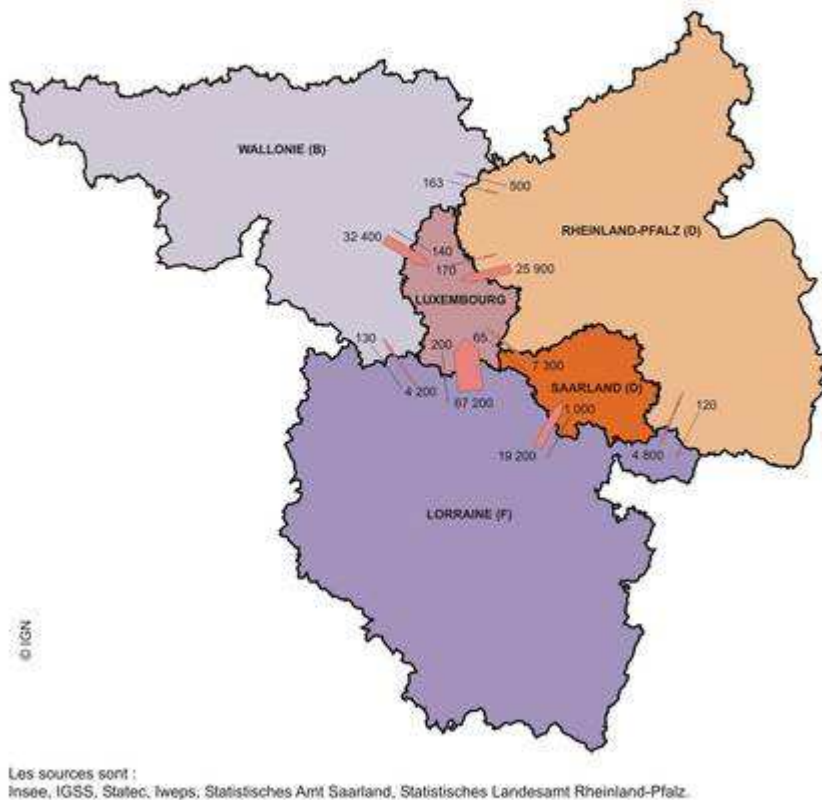
La richesse des études sur l'espace transfrontalier de la Grande Région et sur le travail frontalier est indiscutable. Elle conduit d'une part à mesurer avec de plus en plus de précision et de pertinence les effets frontières tant méthodologiquement qu'analytiquement. Cependant, les bases théoriques de ces différentes approches ne sont pas toujours explicites. La littérature sur le travail frontalier est pourtant une source privilégiée d'échanges entre les différentes disciplines et les différents regards à l'intérieur de ces disciplines. Elle invite à réfléchir sur le concept de frontières. Beaucoup d'études sur le travail frontalier, nous l'avons vu, privilégient l'analyse des effets-frontière, même étendus à des dimensions non exclusivement territoriales. Elles rejoignent les définitions spontanées exprimées en introduction. Elles confirment la forte progression du travail frontalier, révèlent la persistance d'un espace segmenté et montrent une utilisation stratégique de la frontière par les employeurs. Mais ce qui est expliqué par l'ambivalence de la frontière peut l'être aussi par les transformations de l'emploi ou du travail. Ce qui ne signifie pas que la frontière n'existe pas et ne produit pas des effets sur le réel mais que l'usage du terme frontière peut contribuer à brouiller les repères.

Références

- Amilhat-Szary A.-L., Fourny M.-C., 2006, dirs, *Après les frontières, avec la frontière*. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- Crenn G., Deshayes J.-L., avec la collaboration de Kmec S., dirs, 2010, *La construction des territoires en Europe. Luxembourg et Grande Région. Avis de recherches*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- Deshayes J.-L., Francfort D., dirs, 2010, *Du barbelé au pointillé. Les frontières au regard des sciences humaines et sociales*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- Fassin D. (sous la direction de), *Les nouvelles frontières de la société française*, Ed La Découverte, 2010
- Lahire (Bernard), « Les limbes du *constructivisme* », *Contretemps*, Le retour de la critique sociale. Marx et les nouvelles sociologies, n° 1, avril 2001

CARTE 2010

Les flux de travailleurs frontaliers au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux en 2010



RESUME Jean-Luc Deshayes

« Je travaille au Luxembourg », effets frontières et transformations du travail et de l'emploi dans la Grande Région.

A la question, « *Qu'est-ce que vous fais faites ?* » ou « *Qu'est-ce que vous devenez)?* », les habitants des zones frontalières du Luxembourg répondent souvent, « *Je travaille au Luxembourg* » comme si le lieu de travail devenait plus important que la profession ou le contenu du travail. La réponse est paradoxale dans une région industrielle où longtemps chacun a reconnu la qualification de l'autre dans ce que Michel Pinçon reprenant Elias a nommé une société d'admiration mutuelle. Les débats

de l'atelier ont confirmé cette perspective dominante. Ils ont oscillé entre le constat du caractère structurant du travail frontalier dans la Grande Région, les risques d'un échange asymétrique et inégal pour le développement des zones frontalières et les menaces que la crise fait peser sur les travailleurs frontaliers. Les débats rejoignent ainsi l'une des caractéristiques de la littérature sur le travail frontalier dans la Grande Région. La réflexion sur la frontière ou sur les effets-frontières prend souvent le pas sur l'analyse des transformations de l'emploi ou du travail.

MOTS-CLES

Effets frontières, travail frontalier, Luxembourg, Grande Région, transformations du travail et de l'emploi